

LA VOIX DE



Kanaky

NOVEMBRE-DÉCEMBRE 2019 • N°16 • 100 F.CFP

Email : lavoixdekanaky@gmail.com - ISSN 260663239

POUR UNE KANAKY UNIE ET SOLIDAIRE



DANS CE NUMÉRO

ÉDITORIAL

Éditorial2

POLITIQUE

Les municipales mars 2020 3

La campagne électorale a bel
et bien commencé 4

Slam Kanaky 4

LISTE ÉLECTORALE

Préparons-nous tous
pour le 6 septembre 5

JEUNESSE

Slam Alcool 5

Jeunesse de kanaky 6

ENSEIGNEMENT

Se battre pour plus de justice ... 6

ÉCOLOGIE

J-300 7

INTERNATIONAL

Regard sur l'extérieur 7

COURRIER DES LECTEURS

Un désir d'émancipation 8

Cher(e)s lectrices et lecteurs,

Votre petit journal devient de jour en jour une voix d'expression populaire,

nous en sommes honorés. Nous recevons de plus en plus de témoignages, de messages qui confirment votre intérêt, et vous en remercions chaleureusement.

Hélas ce sont bien souvent des cris de douleur

témoignant d'un ras-le-bol de l'injustice sociale. Le pays va mal, il brûle ! Alors que des Canadiens sont remisés dans leurs hangars en France pour tout l'hiver ... Mais il va mal aussi humainement. Nous voyons passer des navires au large ; minéraliers chargés de nos montagnes, et un super-yacht d'une valeur de 20 millions de dollars qui vient pour des parties de pêche à Ouvéa. Pendant ce temps beaucoup de calédoniens subissent de plein fouet les affres d'une politique d'austérité. 57 000 personnes vivent sous le seuil de pauvreté, et 25 300 souhaitent un emploi. Bien entendu les périphéries urbaines sont les plus touchées. Tandis que les quartiers riches se barricadent, la jeunesse bien souvent se perd dans des drogues de toutes sortes causant malheur et désolation.

Ce mal-être est le résultat d'un colonialisme historique

d'une violence inouïe qui évolue vers une domination psychologique et une économie néolibérale tout aussi violente. Les 3 piliers de la vie en société que sont : la terre, au sens de la nature, le travail et la monnaie, sont considérés par le modèle capitaliste globalisé comme uniquement des marchandises. Par exemple, pour la terre le prix du foncier privé devient si important que seuls les plus riches peuvent l'acheter pour l'exploiter et ne se préoccupent même pas de l'entretenir vivante. Pour le travail, sa valeur est sans cesse tirée vers le bas, les travailleurs sont soumis au chantage à l'emploi, à une compétition, il en découle une injustice d'accès à une activité honnête pour chacun. Pour la monnaie le jeu de la spéculation sur des marchés immatériels crée une masse virtuelle d'argent 4000 fois supérieure à la valeur totale des biens produits dans l'économie réelle.

Il en découle respectivement une catastrophe écologique, une inégalité d'accès à une activité digne, et une bulle monétaire. Et donc un manque de monnaie en circulation entraînant la misère et une catastrophe monétaire très proche.

Mais cela n'est pas une fatalité !

Le peuple doit reprendre la main sur ces biens communs indispensables pour permettre à tous une qualité de vie saine, sûre et harmonieuse sur le long terme. En 1919, suite à la première guerre mondiale l'OIT (Organisation Internationale du Travail) écrivait dans son préambule : « une paix



universelle et durable ne peut être fondée que sur la base de la justice sociale ».

Beaucoup de Kanak se sont levés,

se sont organisés, pour que leur peuple redevenue libre. Nous venons de rendre hommage au couple Pidjot : Rock qui a fondé en 1946 l'UICALO qui deviendra l'Union Calédonienne en 1953, Scolastique qui a lancé l'association du « Souriant village mélanésien ». Une stèle vient de leur être érigée le 16 novembre 2019 à la Conception. Durant toute cette période des années 1950-1960, puis après avec Jean Marie Tjibaou, des Kanak engagés ont trouvé des majorités et ont pu déclencher beaucoup de réformes : la mise en place d'un système redistributif d'impôts, la création de la CAFAT, pour le bien de tous dans le pays. Malgré une pression toujours très forte de la droite locale soutenue par l'État français, il nous faut poursuivre sur le chemin de ces anciens, seule solution pour que l'identité et la dignité soient retrouvées et pour que la justice reprenne ses droits.

Et beaucoup de Kanak ont refusé la situation jusqu'à en perdre la vie,

dès 1853 voire avant, à l'arrivée des missionnaires, soldats, et colons. Citons au moins ceux qui ont été guillotins à Ouvanou Pouebo, puis les guerres déclenchées par les grands chefs Ataï en 1878, puis Noël en 1917, avec plus de 1 000 morts. Sans oublier plus récemment Pierre Declercq en 1981, les 10 de Hienghène tués lors d'une embuscade le 5 décembre 1984, Eloi Machoro et Marcel Nonaro le 12 janvier 1985, les 19 de laai le 5 mai 1988, Jean Marie Tjibaou et Yéweiné le 4 mai 1989, et tellement d'autres qu'on ne peut tous les énumérer mais pour lesquels nous faisons un travail de mémoire chaque année.

Pour que viennent les jours heureux,

pour faire une bifurcation dans la trajectoire qui nous mène pour le moment dans le mur, nous imaginons une solution : la souveraineté du peuple pleine et entière. De là découlent de multiples possibilités, par exemple des écoles démocratiques éduquant nos petits sans haine ni violence mais dans l'amour répondant aux besoins concrets et réels : la démocratie, le vivre ensemble c'est dès la petite école qu'ils commencent. Il faut favoriser le « tous ensemble » plutôt que « le chacun pour soi », il faut régler les besoins fondamentaux humains, retrouver la voie du collectif, se réapproprier les moyens de production, pour continuer à profiter de la technologie tout en revenant à des valeurs humaines de justice inscrites dans nos gènes et notre histoire.

Citons les mots d'Alain Supiot, dans *La force d'une idée* (PUF-2019) : « Le néolibéralisme cherche à faire disparaître la question de la justice sociale de l'horizon politique. Lorsqu'elle est niée et bafouée, l'aspiration à la justice resurgit sous des formes qui sont rarement raisonnées et policées. Privées de fondement démocratique les solidarités humaines se recomposent sur des bases religieuse, ethnique ou identitaire ».

Pour 2020, nous vous souhaitons une bonne et joyeuse année,

pleine de ce grand optimisme qu'offrent les qualités humaines que l'on peut trouver dans tout le pays, et prometteuse puisque le OUI à L'INDÉPENDANCE est possible le 6 septembre !

Avec une pensée émue pour tous les camarades qui sont tombés pour nous y amener. De multiples commémorations auront lieu dans les mois à venir. Dans l'insoumission à la dictature en marche nous souhaitons force et courage à toutes et tous œuvrant pour la liberté... 

Les municipales, dernier round électoral avant le second référendum

Les échéances municipales de mars 2020 sont, après les provinciales de mai 2019, le second rendez-vous électoral post référendaire. Confirmeront-elles ou non les tendances dégagées à partir du référendum du 4 novembre 2018 et des provinciales de mai 2019 ?

La Voix de KANAKY, en toute humilité et modestie, va évoquer ici comment les partis politiques, encore plus les nationalistes, appréhendent la question...

Les Municipales sont présentées comme une échéance importante étant donné le contexte de sortie du processus de l'Accord de Nouméa. De ce fait, elles revêtent un double intérêt :

- Celui d'une opportunité pour un travail de proximité envers les populations, notamment celles les plus démunies.
- Et celui d'un tremplin en vue de la seconde consultation référendaire.

Une opportunité pour un travail de proximité

Qui dit Municipales dit Communes. Tout le monde sait que les communes constituent les collectivités de proximité par excellence...

Même si les indépendantistes sont très minoritaires dans les communes du Grand Nouméa, le fait d'avoir un, deux ou plus d'élus dans un conseil municipal est une belle opportunité pour d'une part, soulever publiquement les préoccupations et problèmes que rencontrent les populations les plus démunies au quotidien, et d'autre part, relayer les revendications des forces vives comme les collectifs, les associations et autres...

C'est dans ce cadre qu'il nous faut reconquérir certaines mairies perdues, voire en obtenir d'autres car c'est bien aussi avec les communes que se construit le devenir du pays.

La proximité communale est une relation presque in-

time entre le maire, les responsables de la commune et la population. C'est à ce titre que se développe et s'entretient un certain attachement solide, surtout si elle traverse plusieurs mandatures. Néanmoins, au bout d'un certain temps, cet attachement n'est parfois voulu que par une seule des parties, le maire ; la population, changeant de génération, se lasse au fil du temps. Elle souhaite et revendique un changement, du renouveau...

Un tremplin pour le second référendum...

Les Municipales permettent aux uns et aux autres de trouver un espace pour diffuser leurs idées loyalistes ou indépendantistes...

Dans le cadre de la seconde consultation référendaire qui aura lieu donc le 6 septembre 2020, les Municipales sont une opportunité, une de plus, pour faire de la propagande à l'adresse des citoyens et les mettre en condition en vue d'une mobilisation massive, pour décider enfin de l'accession du pays à la pleine souveraineté...

Les résultats de l'élection municipale de mars prochain, surtout dans les communes du Grand Nouméa, seront analysés à la loupe car il est intéressant de mesurer les scores que vont obtenir les indépendantistes et les progressistes.

Aux municipales, même les nouveaux arrivants peuvent voter : il suffit d'être citoyen français présent

dans une commune depuis 6 mois et de s'être inscrit à sa mairie (Liste Électorale Générale). Comme les nouveaux arrivants sont beaucoup plus souvent non indépendantistes, ça augmente les chances de nos adversaires par rapport aux provinciales ou aux référendums. Mais ça ne change guère le nombre de votants indépendantistes (quelques arrivants le sont, mais assez peu), et il sera donc intéressant de voir l'évolution du nombre de votants pour des listes indépendantistes.

Les indépendantistes auront par conséquent 6 mois pour réajuster leur stratégie électorale avant le 6 septembre 2020, au vu des résultats. 

La mobilisation en vue des municipales de mars prochain doit commencer immédiatement.

Néanmoins, pour certains, en particulier chez les indépendantistes, elle a déjà débuté et cela sans faire trop de bruit. Pour d'autres, les loyalistes, c'est à coup de pub avec le soutien des médias. En effet, les ténors de la droite coloniale ont déjà affiché leurs prétentions par des annonces car les batailles seront rudes entre les partis et personnalités issues de la droite.

C'est ainsi qu'un point de programme, le non cumul de mandats, trouve sa justification pertinente...

BULLETIN D'ABONNEMENT LA VOIX DE Kanaky

Je vous communique mes coordonnées :

Prénom

NOM

Adresse

..... Tél.

Email

Date..... Signature

OUI, je souhaite m'abonner à la Voix de Kanaky

☐ 1 an (6 numéros) soit 1000 F cfp

☐ 1 an abonnement de soutien (6 numéros) à partir de 3000 F cfp ou 30 euros

☐ Si chèque en euro, 1 an (6 numéros) : 30 euros

A renvoyer accompagné de votre règlement à l'ordre de :

ELAN DES CONQUES

BP 14948 - 98803 NOUMEA CEDEX

NOUVELLE-CALÉDONIE

Banque : SGCB - Compte : 18319 06711 43116927013 46

IBAN FR76 1831 9067 1143 1169 2701 346

Bimestriel • Responsable de publication : Christian TEIN • BP 14948 - 98803 NOUMEA CEDEX • Nouvelle-Calédonie
Email : lavoixdekanaky@gmail.com • Imprimé en 2500 exemplaires sur les presses des IRN • ISSN N°260663239

Campagne électorale : inondations en vue !

La campagne électorale a bel et bien commencé ! Les médias nous inondent de propos tenus par tous ceux qui sont contre l'indépendance. Ne nous laissons pas duper ! De quels propos s'agit-il ?

*Il y a échec du vivre ensemble attendu...
Donc laissons chaque province gérer
avec la France.*

Tenir ces propos n'est-ce pas chercher à mettre en place une partition du pays ?

Pourtant ce qui est écrit dans l'Accord de Nouméa signé par tous, les non indépendantistes et les indépendantistes est clair (point 5 du document d'orientation, dernier alinéa) :

« Le résultat de cette consultation s'appliquera globalement pour l'ensemble de la Nouvelle-Calédonie. Une partie de la Nouvelle-Calédonie ne pourra accéder seule à la pleine souveraineté ou conserver seule des liens différents avec la France, au motif que les résultats de la consultation électorale y auraient été différents du résultat global.

L'État reconnaît la vocation de la Nouvelle-Calédonie à bénéficier, à la fin de cette période, d'une complète émancipation. »

N'y a-t-il pas reniement de la parole donnée par toutes ces personnes venues d'ailleurs. Pour les indépendantistes il est clair que l'Accord de Nouméa ira jusqu'au bout et sera appliqué pleinement. Tous les partis politiques indépendantistes l'ont exprimé lors de leur congrès de fin d'année.

*Nous voulons garder les libertés acquises :
faire des lois ... mais rester dans la
France !*

Comment accepter ce genre de propos !?! Les « libertés acquises » ne sont-elles pas le fruit de la lutte des indépendantistes depuis 1988 et même avant ? L'objectif est bien d'acquiescer des libertés pleines et entières donc l'indépendance !! Tous ceux qui veulent rester attachés à la France connaissent le chemin pour rester français ... Cela sera un choix de chacun de vivre dans le Pays Kanak, Pays de tous les calédoniens sans distinction de race et sans domination des

uns sur les autres (dixit Pierre Declercq, Secrétaire Général de l'UC assassiné).

*Les indépendantistes
veulent construire l'apartheid !*

Là encore quel mensonge... Les non indépendantistes mettent en place cette discrimination depuis longtemps : les réserves dont on ne pouvait pas sortir, le non accès à l'école publique, l'interdiction du vote des Kanak et encore à ce jour les difficultés pour accéder à l'emploi, à la formation et récemment encore, la perspective par la province sud de supprimer les aides sociales à tous les ressortissants des Iles et du Nord vivant dans le Sud.

Non, cela suffit. Construisons notre Pays, notre future nation avec toutes les populations de bonne volonté, avec toutes les populations qui ont été accueillies, installées sur des terres Kanak avec l'acceptation des premiers occupants. 🌱

KANAKY(slam)

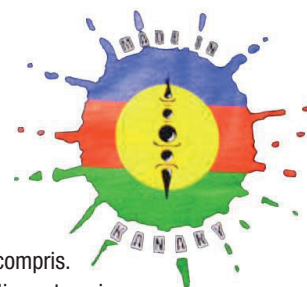
Une personne âgée d'un parti indépendantiste m'a demandé de lui écrire un texte sur le 4 novembre je lui dédie ces quelques mots. Après avoir discuté avec lui voici ce que j'ai compris de sa vision ...

Il y a un an de cela
Il fallait faire un choix
Après 30 ans de combat
Ce jour- là, nous étions là
Nous arrivons à échéance,
Saisissons notre chance
D'avoir notre indépendance
Avec beaucoup d'intelligence.
Mais pas dans la délinquance
Comme certains le pensent.
Je ferme mes yeux,
Je repense à tous nos vieux
Qui ont été courageux,
Bien qu'ils n'étaient pas très heureux,
Ils nous ont préparé un projet bien précieux
Qui nous rendra tous heureux.
Mon poing levé vers les cieux,
Je dis Respect bien à eux.
Le moment de se lever est arrivé,
Il faut s'exprimer,
La lutte menée depuis tant d'années
Par nos aînées, sera récompensée,
On sera décolonisés,
Notre drapeau sera libre d'être affiché,
Le sang qui a coulé sera justifié
Nous aurons notre identité.
Nous aurons notre souveraineté

Le peuple premier aura sa liberté.
N'oublions pas la poignée de main
Qui décrit notre destin commun.
Nous marcherons sur un même chemin,
Main dans la main comme de vrais copains.
Quelle que soit ton ethnie,
Tu resteras mon ami,
Il n'y a pas de souci je te le garantis,
Tu n'iras pas dans un autre pays
Comme certains te l'ont dit.
Il n'y aura pas d'armes,
Il n'y aura pas de larmes.
Nous sommes des adultes,
Dialoguons sans insultes.
Je te demande de me comprendre,
On ne veut plus dépendre,
On veut se défendre.
Mais ne plus se morfondre,
Les décisions, on doit les prendre,
Et plus de compte à leur rendre.
J'arrive devant l'urne,
De certitude je n'en ai qu'une,
Mes amis ne soyez pas dans la lune,
Aucune ne compte pour des prunes,
A nous d'en former qu'une.
Une c'est la certitude du Oui
Pour notre Pays,

Vous l'avez bien compris.
Ne soyons plus n'importe qui
Ici vaincra le Oui pour Kanaky.
Il est l'heure des résultats,
Il est l'heure du constat,
Je n'y crois toujours pas.
30 ans de combat,
Le Non l'emporta.
Beaucoup de frères n'y étaient pas,
Nous sommes blessés,
Ils nous ont laissé
à l'Etat Français.
On va recommencer,
Nos liens seront tissés,
Comme une natte tressée.
Il y a déjà un an de cela,
Dans un an on remet ça,
On sera toujours là.
On ne lâchera pas.
Camarade de combat,
Tout repose sur toi,
Et Kanaky vaincra.

*Ces mots viennent de Bwapanu
(Kaala-Gomen), de Maité Martin*



PRÉPARONS-NOUS TOUS POUR LE 6 SEPTEMBRE 2020 !

Il ne reste plus que jusqu'au 31 décembre 2019 pour acquérir le droit de pouvoir voter le 6 septembre 2020, jour du second référendum.

Sur tous les médias, l'État Français par son Haut-commissaire en NC met tout en œuvre pour que les populations sachent comment faire pour obtenir leur droit de vote.

Ai-je déjà mon droit de vote ?

Chacun peut savoir s'il figure bien sur la LESC (Liste Électorale Spéciale Consultation) en allant sur le site Internet « electeur-nc.fr » mis en place par le Haut-commissariat. Quand on n'a pas Internet ou qu'on ne sait pas faire, demandons à un jeune de vérifier à notre place ou allons en mairie.

Si vous n'êtes pas sur la liste, il faut se rendre en mairie avant le 31 décembre 2019 et faire la démarche pour s'inscrire. Vous remplirez un formulaire, et on vous donnera un récépissé. La mairie ne doit pas vous renvoyer, par exemple s'il manque des justificatifs que vous pourrez apporter plus tard, ou si vous n'avez pas encore vos 18 ans mais les fêterez avant le 6 septembre 2020 ! Le Haut-commissaire vient d'adresser un courrier dans ce sens à tous les maires car certaines mairies renvoient la personne qui vient s'inscrire.

Quels papiers apporter ?

En plus de la carte d'identité ou passeport, un justificatif de logement dans la commune (votre facture d'eau, ordures, ou électricité, téléphone ; si vous êtes logés par quelqu'un, une attestation de cette personne). Venir aussi avec son acte de naissance et celui d'un des parents nés en NC. Cela aidera pour une prise de décision par une commission en avril-mai. Dès le 31 mai 2020 vous pourrez vérifier en mairie et probablement sur le site Internet si on vous a bien inscrit.

Attention :

les jeunes qui auront leurs 18 ans avant le 6 septembre 2020 pourront voter. Ils seront pour la plu-

part inscrits d'office sur la Liste Electorale Générale (LEG) dans la mairie où ils se sont fait recenser. Mais il leur est vivement conseillé de faire, eux aussi, une démarche volontaire d'inscription en mairie avant le 31 décembre 2019 dans la commune où ils ont envie d'être électeur (Ils seront alors mis sur la liste électorale de cette commune suite à cette démarche volontaire et seront sûr de ne pas être oublié !)

Tous les Kanak nés hors du territoire doivent faire aussi leur démarche avant le 31 décembre en mairie là où ils résident. Et bien sûr, tous ceux qui n'ont jamais été inscrits !

Je figure sur la liste électorale de Maré – Lifou et Tiga – Ouvéa – Ile des Pins – Belep :

je peux alors choisir où me rendre aux urnes le 6 septembre 2020 ! Il y aura 6 semaines du 2 juin au 17 juillet 2020 pour aller faire connaître son choix de lieu de vote, entre Nouméa ou les Iles.

Ceux qui ont déjà fait leur choix de voter à Nouméa en 2018 et qui ne changent pas d'avis n'ont pas à refaire la démarche mais si certains changent d'avis, il faut aller avec sa pièce d'identité le dire dans le bâtiment administratif aux grilles métalliques blanches, situé entre le parking Champion et anciennement l'institut pasteur.

Comment ça se passe si je veux qu'une autre personne vote à ma place ?

Tout électeur peut faire une procuration, qu'il vive en France, à l'étranger, en NC, même au Camp Est...

Pour que quelqu'un d'autre vote à sa place (celui qui fait la procuration est le « mandant », et celui qui reçoit la procuration et qui vote est le « mandataire »), il doit se rendre dans un commissariat, une gendarmerie, une ambassade, auprès d'un Officier de Police Judiciaire, remplir et y remettre un formulaire spécifique à cette élection, avec le nom (de jeune fille éventuellement), la date et lieu de naissance de son mandataire.

Au besoin, télécharger soi-même le formulaire, car certains lieux ne le connaissent pas !

Un récépissé lui sera alors remis et il devra le transmettre à la personne qui vote pour elle. Sur présentation de ce récépissé par le mandataire, le président du Bureau de Vote doit permettre le vote même si la procuration (qui est envoyée à la mairie de vote par la gendarmerie, le commissariat ou l'ambassade ou a été faite la demande), n'est pas arrivée dans les délais en mairie.

Attention : une procuration établie pour une autre élection ne sera pas valable. Le mandataire ne peut avoir qu'une procuration qu'elle soit de France ou de Nouvelle Calédonie et une 2ième si c'est pour un électeur localisé à l'étranger.

Ces mesures et d'autres encore, devraient permettre que toutes personnes concernées par le référendum puissent exercer leur droit de vote le 6 septembre 2020. Ne laissons pas passer la chance d'être majoritaire.

INSCRIVONS NOUS et VOTONS POUR LE OUI !



JEUNESSE

De la kermesse au Camp-Est (slam)

Tu sors en soirée
Pour t'éclater,
T'amuser, rigoler,
Décompresser.

De ta famille,
Point tu ne t'en soucies,
Alors que de la nuit,
Ta femme point ne s'est endormie.

Une pression tu prends,
D'autres suivront,
Jusqu'au carton,
Laissé dans le caisson.
Comme c'est amusant
Mais arrête-toi à temps.

Au petit matin tes copains
Ne veulent que ton bien,
Mais tu ne comprends rien.
Comme tu as beaucoup bu,
Tu es trop têtue.

Car tu es fêtard,
Tu rentres tard,
Pas du tout certains soirs.

A tes amis, tu leur dis
Ceb je conduis.
Ils te disent NON.

A aucun moment
Tu ne les entends.

Au volant de ton auto tu t'installas,
Tu te prends pour Mr Leyraud dans une spéciale,
Mais ta route tu la tiens mal,
À l'allure d'une rafale,
Tu percutes une voiture familiale.

Une famille est brisée,
Par ta soirée alcoolisée,
Qui avait si bien commencé,
Mais a très mal terminé.
Suite à cet accident,
Tu te retrouves en prison,
Pour 4 ou 5 ans.

Des enfants, définitivement
Ont perdu leur maman.
Pour visiter leur mère,
Ils vont au cimetière,
Lui faire une petite prière.
Porter un bouquet du fleuriste,
Le cœur si triste,
Car tu as été égoïste.

Tes enfants pour te voir,
Vont aux parloirs.
Entouré de barreaux,
Tu es en sanglot,
Tu n'as plus de mot,

Avec tous ces maux.
Ne sois pas maître du destin
De ton prochain,



Aux premiers verres de vin,
Passe la barre à ton copain qui est à jeun.

Toute cette ivresse
Bousille notre jeunesse.
Nous avons tous un avenir à construire,
Certainement pas à se détruire.

**Bonne nuit le groupe ...
des petits mots venus
de Bwapanu**

JEUNESSE DE KANAKY

La rédaction du journal a jugé important que ce dernier numéro de 2019 consacre un article à la jeunesse.

L'idée est de rappeler la mobilisation massive des jeunes kanak le 4 novembre 2018 et ce fameux 43,3 que personne n'attendait: une «défaite» aux allures de victoire qui empêche que la revendication soit effacée comme l'espérait les loyalistes au vu des sondages pré électoraux. Pour autant ce n'est pas une victoire, celle que nous appelons de tous nos vœux en cette fin 2019 pour l'année qui vient, celle dont nous rêvons, «I have a dream...»

Jeune de ce pays, Kanaky t'attend le dimanche 6 septembre 2020

Depuis Nainville les Roches en 1983, quand nos vieux prennent la décision d'engager le pays sur la voie d'une Nation Kanak avec les victimes de l'histoire, les jeunes de l'époque ont mené le combat au prix de leur vie à partir de 1984 pour emmener l'État français et les loyalistes à décoloniser ce pays par les accords de Matignon et Oudinot en 1988 et de Nouméa en 1998.

Trente ans après, le vivre ensemble et le destin commun par le rééquilibrage voulus dans ces accords ne sont pas atteints quand on écoute ceux qui ont tout fait pour empêcher leur application mais qui en ont profité quand les transferts sont effectués.

Ils dénoncent un échec mais veulent plus d'argent et conserver leurs privilèges en mentant que c'est pour le bien des calédoniens. Mais ils n'ont jamais reconnu le PEUPLE kanak colonisé chez lui dans son pays et considèrent que c'est une communauté au même titre que les autres immigrés, c'est pour ça qu'ils veulent la Calédonie française.

Pourquoi cet appel à la jeunesse de Kanaky ?

A tous les jeunes de ce pays, kanak, métis, océanien, européen ou asiatique et autres, parce que c'est la voie ouverte en 1983 et qu'au terme des accords c'est vous tous, les jeunes de ce pays qui aurez à construire Kanaky 2020:

- Toi le jeune de kanaky et ton vote du 6 septembre 2020 tu devras te lever pour faire face à Macron, Frogier, Backès, Santa, Gomez et leur volonté de renier

Kanaky et son peuple.

- Toi le jeune de Kanaky et ton vote pour faire échec à ceux qui veulent de la France pour l'argent et les privilèges en maintenant ton pays dans la dépendance.
- Toi le jeune de Kanaky et ton vote pour empêcher de réduire ton peuple à une simple communauté parmi d'autres dans le sein de la France.
- Toi le jeune de Kanaky et ton vote pour faire taire ceux qui te taxent de racisme quand tu réclames ton émancipation et ta liberté.
- Toi le jeune de Kanaky et ton vote pour construire ton pays ancré en Océanie, différent du copié-collé imposé depuis 166 ans et pour mettre fin à la colonisation.

**La voix de Kanaky te souhaite
de passer de bonnes fêtes
de fin d'année
et tous nos meilleurs vœux
pour Kanaky 2020 !**

ENSEIGNEMENT

ENSEIGNEMENT : TOUJOURS SE BATTRE POUR PLUS DE JUSTICE...



Les examens :

Près de 500 jeunes des classes de terminales se sont retrouvés durant les deux semaines des vacances d'octobre pour préparer, réviser les épreuves de fin d'année. A l'origine de cette initiative, on trouve l'UGPE qui organise ces révisions depuis longtemps déjà. Celles-ci n'auraient pas pu prendre cette ampleur sans le soutien de nombreux bénévoles, d'enseignants, de parents, de l'Alliance Scolaire, du Lycée Do Kamo et de quelques sponsors. L'initiative a été saluée par le Vice Recteur qui est venu rencontrer l'équipe sur place et qui va essayer de relayer et soutenir l'initiative à son niveau pour qu'elle puisse s'étendre à tout le pays et au maximum d'établissements.

Les élèves du lycée des Iles pénalisés au Bac :

Tous les candidats du lycée William Haudra qui ont choisi des options pour le bac cette année, ont été obligés de se rendre sur Nouméa pour passer leurs épreuves. Il s'agit des options autour de l'art, la musique, le sport. Certaines familles n'avaient pas les moyens de payer les déplacements et c'est le Groupement des Parents d'Élèves qui a dû assurer les billets. Il semble plus logique que ce soit les enseignants qui se déplacent à Lifou pour faire passer ces épreuves, plutôt que l'inverse ! Ou que le vice rectorat, voire le gouvernement prenne en charge les frais de déplacement des élèves ! Il est

inadmissible que les parents aient été obligés de payer les billets d'avion !

Les langues kanak toujours prisées par les élèves :

Des centaines de jeunes ont passé également les épreuves orales de langue kanak, qui se sont déroulées cette année au lycée Escoffier. On ne peut que regretter que dans bien des établissements ces élèves n'ont pas vraiment reçu de préparation et d'heures de cours dédiées à cet enseignement, car les moyens ne sont toujours pas à la hauteur des besoins dans ce domaine.

La province sud pénalise les langues kanak :

La nouvelle équipe en place en province sud a décidé de supprimer plusieurs postes d'assistante maternelle traditionnellement dédiés aux enseignants en langues kanak ; cela concerne les écoles de Nouméa, mais aussi de Thio et de Yaté. Ces assistantes maternelles ont un statut de PPIC (programme Provincial d'Insertion Citoyenne) et aident au quotidien les enseignants à préparer les activités manuelles des enfants. Il faut dire qu'en français et en anglais par exemple, il existe beaucoup d'outils pédagogiques facilement téléchar-

geables sur Internet et photocopiables à loisir. Par contre pour les langues kanak, il faut tout créer, tout inventer, tout fabriquer. Il en va également de la sécurité des tout-petits. Une action des enseignants en langue kanak est actuellement engagée pour qu'à la rentrée 2020 ils retrouvent les moyens qu'on leur a retirés.

Le nouveau système TANE0 : quelques avancées et beaucoup de problèmes.

L'entrée en vigueur du nouveau système de transport Taneo a apporté quelques avancées : des bus plus confortables et des horaires prolongés en fin de journée ce qui peut arranger les lycéens et les jeunes à l'université qui ont parfois des cours jusqu'à 19h. Par contre les trajets, la fréquence des rotations des bus et des navettes, le prix des billets..... Tout cela est à revoir totalement. Depuis l'entrée en vigueur du système beaucoup de jeunes arrivent en retard dans les établissements tant au primaire qu'au secondaire. Pourtant, des solutions existent si l'on veut financer un véritable système de transport en commun populaire et quasiment gratuit. Il faut taxer les principaux pollueurs : les voitures individuelles.

J- 300 (et ça diminue)

Voilà l'année qui se termine, des manifs partout dans le monde, des peuples entiers qui manifestent. Les jeunes s'y mettent également, hélas touchés par la triste réalité.

L'urgence est écologique et dépasse tous les clivages politiques ou religieux.

Les transgressions écologiques se traduisent par un réchauffement de l'atmosphère et la montée des océans. Le rôle de l'homme, si petit soit-il, est suffisant pour troubler les grands équilibres. Le rôle d'un système économique de croissance continue accentue encore les conséquences par la pollution chimique et met en péril la résilience possible des espèces.

Aujourd'hui, en Kanaky comme ailleurs ce n'est plus l'heure de batailler ou discuter avec un gouvernement de droite sourd et sans honneur, c'est un temps précieux perdu. D'autant qu'il est protégé par des lobbies policiers de l'extrême qui salissent la France et la démocratie.

Ces gouvernements sont hors-jeu :

- Irrespectueux de l'avenir par des plans de relance inutiles.
- Incapables de tenir parole face à la jeunesse. (Le rdv de décembre reporté)
- Incompétents à plusieurs niveaux, dont l'énergie ou l'éducation...
- Irresponsables quant à la sécu-

rité routière, ou civile en laissant brûler le pays depuis des années. Alors qu'une flotte entière de Canadairs est au repos en Métropole. Elle peut être mobilisée en une semaine...

- Hors-jeu et bien aidés par l'État qui dirige les médias.

L'heure est venue de reprendre le contrôle de la démocratie par la rupture du modèle libéral. Place à l'écologie populaire. L'urgence nous oblige à apporter d'autres réponses devant l'inaction de l'État.

Une des voies possibles en Kanaky est le vote pour l'Indépendance et l'inscription dans la Constitution Kanak de la règle verte qui dit : "ne pas prendre à la nature plus qu'elle ne peut reconstituer et ne pas produire de déchets plus qu'elle ne peut absorber", simplement respecter les équilibres.

J'espère que cette Constitution sera amendée et validée par référendum afin d'y faire aussi figurer le respect de la femme et l'enfant. Et dès maintenant cesser de les maltraiter physiquement sous prétexte d'alcool ou de religion, et psychologiquement au travers des médias et de la publicité. Aucun film aucune série aucun dessin animé ne doit répercuter de violences, idem aucun scénario aucun dialogue ne doit laisser prise à une vio-



lence vis à vis de femmes ou d'enfants dans la sphère médiatique publique, scolaire ou dans le cadre du travail. La banalisation est le premier facteur de l'expansion du phénomène. Bien diffusé par des médias médiocres le mauvais geste est multiplié, répandu, copié, et devient banal, ordinaire. Au point que ceux qui s'en émeuvent deviennent suspects. C'est le même irrespect qui agit contre la nature et contre l'humain et la femme en particulier. Le même délit de domination, épaulé par les religions et les systèmes totalitaires alors que tout est complémentaire dans la nature.

Donc d'après les scientifiques du GIEC, il nous faut agir avec efficacité dans les dix prochaines années et commencer à bifurquer dès main-

tenant.

Les efforts individuels ne seront pas suffisants. Même si tout le monde devient vertueux, il est impératif que des décisions politiques des grands ensembles continentaux se chargent de changer de modèles.

A qui va-t-on demander de changer ? A ceux qui ont tout ou à ceux qui n'ont rien ? La durée de vie d'un « nanti » est de 13 années supérieure à celle d'un « pauvre ».

Le règlement de l'injustice sociale est un des facteurs de la solution.

Le gâteau ne pouvant plus s'agrandir il va falloir partager.

Cela a d'abord été demandé poliment et gentiment depuis des siècles, mais après moult refus et devant l'urgence, je crains que les gens ne se servent...



INTERNATIONAL

REGARDS SUR L'EXTÉRIEUR

Le monde a traversé divers espaces au centre d'une zone croissante de dynamisme économique. Depuis le début du présent millénaire, notre région, le Pacifique, fait l'objet de tentatives de manœuvres géostratégiques de la part des grandes puissances.

Le centre du monde, aujourd'hui déplacé sur les rives du Pacifique, continue de bouleverser les équilibres. De multiples situations nous illustrent, chaque jour, la difficulté à maintenir un équilibre imaginaire.

A ce titre, on a pu observer durant le premier trimestre 2019, la mini-tournée historique du Premier ministre australien à Vanuatu et aux Fidji pour répondre à la poussée structurée chinoise ; alors qu'au moment même Pékin organisait l'arrivée des îles Salo-

mon et de Kiribati, en septembre 2019, dans son enclave diplomatique.

A notre niveau, alors que la présence du Haut-Commissaire de la République assure la représentation officielle de la France en Kanaky-NC, on a pu constater fin novembre 2019, la présence simultanée des ambassadeurs de France à Fiji et PNG dans le pays Kanak soit disant en voyage « d'affaires » pour la promotion des intérêts supérieurs de la France.

Et pendant ce temps, la France et l'Eu-

rope s'approprient à se voir enfilier le rôle de « banlieue du monde ».

L'évolution et le développement de notre région nous permettra de confirmer prochainement que l'accession de Kanaky-NC à la pleine souveraineté s'inscrit aussi dans une dynamique de prospérité et de stabilité afin d'offrir aux générations futures les armes pour affronter les défis de demain.

Ainsi, nous pouvons saluer la « Déclaration de Baku » adoptée au 18^{ème} sommet des Leaders du Mouvement des Non Alignés qui réaffirme l'appui du MNA aux pays et aux peuples colonisés.

Dans le même tempo, la 4^{ème} commission chargée des questions de politiques spéciales et de décolonisation a

examiné le rapport du comité des 24. Une occasion saisie par le FLNKS pour continuer à faire le travail d'information et de lobbying avec le soutien total des ambassades mélanésiennes à New-York.

Enfin, nous devons suivre et accompagner aussi nos Leaders dans les institutions qui développent également des programmes qui permettent de continuer à construire nos interdépendances après la période d'installation du nouvel État de Kanaky-NC à l'instar des relations inter-parlementaires du Congrès avec la région tout comme le protocole d'entente signé dernièrement entre la province de Taféa (*Tanna, Anatom, Futuna, Eromango et Anyiwa*) et la province des îles Loyauté. 

WEST PAPUA SOLIDARITÉ !

Une Indonésienne (!) avocate militante vient de remporter un prestigieux prix australien des droits de l'homme pour son travail en exposant les violations des droits de l'homme en Papouasie-Occidentale, mais elle le paye très cher : recherchée par la police indonésienne, Mme Koman a dû se réfugier en Australie face aux menaces sur sa vie. Respect pour le courage.

Un peu d'Histoire ?

L'Indonésie occupe la partie Ouest de la Papouasie, contre la volonté de ses habitants autochtones. Elle y exploite de riches mines, et tente petit à petit d'imposer une colonisation indonésienne qui deviendrait majoritaire (ils sont actuellement 40%).



Le pays a d'abord été colonisé avec l'Indonésie par les Hollandais, et des papous se sont même joints aux indonésiens et ont proclamé leur indépendance en 1945 ! Mais la Hollande s'est accrochée, essayant de diviser l'ensemble Indonésie, Papouasie-est et ouest, en fédération, contre la volonté des papous. En 1949, les hollandais conviennent que West Papua est « politiquement et culturellement distincte », et prépare « l'établissement d'un État mélanésien séparé, souverain » de l'Indonésie, qui a résisté et formé une fédération de son côté. Le drapeau Papou, « l'étoile du matin » est hissé. Mais l'Indonésie mobilise 250 navires et cent mille soldats et volontaires pour récupérer West Papua. Un accord avec les grandes puissances confie alors l'administration de West-Papua à l'Indonésie en 1963, avec promesse d'un



référéndum avant 1969.

L'Indonésie découvre de grandes richesses minières en West papua avec l'aide des américains, peu après avoir massacré 500 000 des siens soupçonnés de sympathies communistes, en 1965.

In extremis, en 1969, l'Indonésie organise un « Act of Free Choice » : 1 026 membres de conseils désignés par le gouvernement indonésien, censés représenter la population, votent à l'unanimité pour le maintien dans l'Indonésie.

Le pire, c'est que la résolution 2504 du 19/11/1969 de l'ONU entérine cette mascarade.

Depuis, la lutte sur le terrain continue. Un bilan en 2011 fait état de 100 000 déplacés et de 150 000 à 400 000 tués depuis le début de l'insurrection. Bizarre unanimité.

COURRIER DES LECTEURS

UN DÉSIR D'ÉMANCIPATION QUI DÉPASSE LES PARTIS

C'est la leçon du 4 novembre dernier qui reste encore à être tirée.

Et c'est la lecture que l'on peut faire du paradoxe de l'abstentionnisme dans des régions traditionnellement acquises au mot d'ordre d'indépendance. Ce sera sûrement au centre des analyses des congrès de ces deux mouvements. Il faudra aussi sûrement multiplier les angles de vue pour approcher l'objectivité.

Parce que le désir d'émancipation est quelque chose de complexe. Il est exprimé de manière traditionnelle à travers l'adhésion à des partis politiques, disons organisés. Mais ce choix peut aussi s'exprimer à partir d'un cadre qui est plus de l'ordre de la conviction personnelle de gens s'inscrivant dans la société civile. Ce sont ceux-là qui doivent pouvoir s'exprimer librement et pouvoir être entendus sans culpabilisation. Les partis politiques gagneraient à apprendre les ressorts qui mobiliseront ces catégories-là et la communication qui emporte leur adhésion.

Ce n'est pas insultant de penser que la difficulté à mobiliser du 4 novembre dernier comporte des explications en dehors du seul champ politique. L'une d'elle est que des segments de notre

population ne considèrent pas, à juste titre d'ailleurs, que l'émancipation soit la seule « propriété » des partis politiques. Certains de ceux-ci ont un fonctionnement encore fortement inspiré des modèles français alors qu'ils ne sont que des espaces servant à entériner un désir d'émancipation existant en dehors d'eux. Cette nuance se vérifie dans les multiples appels à l'unité venant souvent d'ailleurs de l'extérieur du Pays du FLN et encore perçus par celui-ci comme des formes de résilience difficiles à canaliser sinon une dangereuse concurrence sur un territoire considéré comme une chasse gardée ?!

Mais le désir d'émancipation a un caractère naturellement pluriversel et il faut trouver les mots et les actes qui aillent à sa rencontre.

Je voterai encore « oui » le 6 septembre prochain comme une étape pour se débarrasser du racisme et vers plus d'égalité culturelle et économique réelles que n'épuisera pas une seule indépendance politique formelle. C'est cette cohérence là qu'exprimera mon « OUI »

**Donc quel rôle doivent jouer les partis politiques ?
Avant-gardiste ou suiviste ?**

Nicole Joce Sioremu

DEVOIR DE MEMOIRE

Le 12 janvier 1984 Eloi Machoro et Marcel Nonaro sont tombés sous les balles du GIGN dans la région de la Foa.

N'oublions pas le rendez-vous de tous les indépendantistes et nationalistes prévu à Nakéty (Canala) pour un grand rassemblement les 11 et 12 janvier 2020

Remémorons-nous aussi de nombreux événements qui ont eu lieu durant cette période :

- Le 28 novembre 2000 la mort de Raphaël PIDJOT et ses amis de la SMSP dans un crash à Kouergoa dans le cadre de la réalisation de l'usine du Nord
- Le 30 novembre 1984 mémoire à nos deux militants tombés à Ouegoa
- Le 1^{er} décembre 1984 1^{ère} levée du drapeau de Kanaky à la Conception
- 2 décembre 1986 réinscription de la Nouvelle Calédonie sur la liste des territoires non autonomes, à décoloniser de l'ONU.
- 5 décembre 1984 assassinat de 10 militants de Tiendanite à Hienghène lors d'une embuscade

Une pensée pour tous ceux encore trop nombreux que nous n'avons pu citer et que nous associons aussi à ce devoir de mémoire.

TAXEZ NOUS PLUS !!!

Au moment où, en Nouvelle Calédonie occupée par les trusts, ceux-ci font des pieds et des mains pour que soient taxés le moins possible leurs bénéfices (cf n°15, « scandale sur la CCS »), d'autres, ailleurs, proposent de les taxer davantage !

« Taxez-nous plus », tel est le message d'un petit groupe de milliardaires américains comprenant l'homme d'affaire George Soros, le co-fondateur de Facebook Chris Hughes et des héritiers des empires Hyatt et Disney aux candidats à la Maison Blanche. Dans une lettre publiée en ligne, ce club de très riches américains apporte son soutien à l'idée d'un impôt sur la fortune :

« Nous écrivons à tous les candidats à la présidence, qu'ils soient républicains ou démocrates, pour apporter notre appui à une taxe modérée sur les fortunes d'un dixième des 1% des Américains les plus riches - sur nous » affirment-ils.

La richesse de ce 0,1% de la population est presque aussi importante que celle de 90% de la population américaine !

Réf : https://www.liberation.fr/planete/2010/11/29/taxe-nous-plus-le-cri-de-millionnaires-americains_697066